

CGT

Le rappel de l'urgence de la mobilisation de toute la société pour faire face aux enjeux climatiques est incontournable. Pour y contribuer le renforcement du dialogue entre science et société est primordial.

Celui-ci doit être construit entre différents types de savoir. Le lien entre recherche fondamentale et les questions finalisées, tel que le changement climatique, est le ressort d'un continuum impliquant de nombreux acteurs, notamment celles et ceux de l'éducation, des instituts de recherche finalisés, des instituts techniques, de la recherche privée ainsi que les salariés des différents secteurs concernés.

La science participative est un autre levier si tant est que son objectif est bien de transférer d'une façon pédagogique les résultats de la recherche et de permettre aux citoyens de faire émerger de nouvelles questions et non de suppléer aux défaillances des politiques publiques.

L'avis propose des initiatives intéressantes pour créer des processus et lieux d'échanges nationalement et localement entre population, décideurs politiques et scientifiques.

Les préconisations en termes de formation, de co-construction, de développement de compétences en la matière et de contrôle des liens d'intérêt en font partie.

Mais concernant la place et le rôle de la société dans cette co-construction, certaines pistes posent questions et auraient mérité d'être plus approfondies, notamment, l'entrée de la société civile dans les programmes de recherche et leur évaluation, l'investissement des chercheurs, la récurrence de l'appui des regroupements d'universités et d'établissements ainsi que des pôles de compétitivité.

Par ailleurs les préconisations certes intéressantes ne prennent pas assez en compte les problématiques de politique publique de recherche.

Enfin, d'autres propositions même si elles relèvent de la thématique du climat, ne peuvent être considérées uniquement par ce prisme et auraient dû faire l'objet d'un travail croisé au sein du CESE. C'est le cas notamment des préconisations qui envisagent une évolution de l'OPECST vers une instance composée des trois assemblées ou la création au niveau du président d'un poste de « chief scientist ».

Pour toutes ces raisons, bien que conscient de l'intérêt primordial du sujet, de la qualité du travail élaboré en très bonne concertation au sein de la section, le groupe de la CGT s'est abstenu.